



PROGRAMME DE COOPÉRATION NIGER-PNUD

RAPPORT SUR LES RESULTATS 2022



SOMMAIRE



P. 4 - 7

I. CONTEXTE ET AXES DE NOS INTERVENTIONS AU NIGER

P. 8 - 23

II. PRINCIPAUX RÉSULTATS PAR AXES PROGRAMMATIQUES

P. 24 - 25

III. CONCLUSION ET LEÇONS APPRISSES

P. 26 - 27

RESSOURCES MOBILISÉES DE 2019 À 2022

P. 28 - 31

ACCÉLÉRATION DE LA TRANSFORMATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

P. 32 - 33

PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS



A dynamic background featuring a large splash of water in shades of blue and orange, with numerous bubbles and droplets. The text is overlaid on this splash.

LE CPD
2019-2021
PROLONGÉ
SUR 2022



I. Contexte et axes de nos interventions au Niger

Le CPD 2019-2021 prolongé sur 2022 a été mis en œuvre dans un contexte socioéconomique et sécuritaire plutôt sensible. Le pays connaît des lacunes en matière de gouvernance accentuant la précarité des conditions de sécurité, laquelle est directement liée à la pauvreté endémique qui frappe le Niger, à sa situation géographique, à la porosité de ses frontières et à l'absence de perspectives économiques viables, en particulier pour les jeunes et les femmes. Ceux-là s'ajoutent aux menaces traditionnelles (trafic d'armes et de drogues, traite d'êtres humains, banditisme et conflits transfrontières).

En outre, le Niger est aux prises avec le terrorisme et la radicalisation dans les régions de l'est (présence de Boko Haram dans la région de Diffa, dans le bassin du lac Tchad), de l'ouest (présence de djihadistes dans le Liptako-Gourma) et du nord (régions touchées par la crise libyenne). Ces problèmes de sécurité interne et transfrontalière mettent à mal la cohésion sociale, accroissant ainsi le risque d'attaques terroristes et intensifiant les migrations.

Les difficultés que connaît le Niger sont aussi le fait de la pression démographique, des effets néfastes des changements climatiques, des pratiques agricoles inadaptées et de la dégradation des terres qui en résulte. Le taux de déforestation est estimé à 100.000 hectares par an, principalement en raison des activités agricoles et de la surexploitation du bois pour la production d'énergie (79 % du bilan énergétique national). Moins de 12 % des terres du pays restent potentiellement cultivables, alors que l'agriculture est la principale source de revenus pour 80% de la population rurale.

La surexploitation toujours plus importante des ressources naturelles aggrave la pauvreté, l'insécurité alimentaire et d'autres facteurs de vulnérabilité en particulier au niveau des populations rurales. L'accès à l'énergie est très limité ; la consommation d'énergie, dont 0,25% provient de sources d'énergie renouvelable, représente 0,14 tonne d'équivalent carbone par personne et par an, la plus faible consommation enregistrée dans le monde (0,5 en Afrique contre une moyenne mondiale de 1,2). Il existe de grandes disparités dans l'accès à l'électricité : au total 12,22% des ménages y ont accès, mais ce pourcentage correspond à 50% des ménages vivant en zone urbaine contre seulement 0,76% de ceux qui résident en milieu rural.

Le Niger est touché de plein fouet par des crises et des catastrophes complexes, principalement des sécheresses et des inondations. Les pertes et les dégâts qui en résultent affaiblissent les ménages et ralentissent l'économie, accélèrent la perte des moyens de subsistance et précipitent les groupes vulnérables (en particulier ceux vivant en milieu rural) dans une précarité structurelle.

Les problèmes de gouvernance, de sécurité et de pauvreté, qui sont étroitement liés entre eux, sont encore aggravés par les profondes inégalités et disparités liées au genre, lesquelles découlent des facteurs ci-après : i) les déterminants structurels, à savoir l'inégale répartition des rôles et des responsabilités entre les hommes et les femmes, le faible niveau d'accès des femmes à l'éducation et aux services de santé

procréative, l'interprétation partielle des préceptes religieux, le peu d'opportunités de moyens dont disposent les femmes et les jeunes pour défendre leurs droits et lutter contre les traditions et stéréotypes ; ii) plusieurs causes sous-jacentes liées à la faiblesse du système juridique qui combine droit écrit, droit coutumier et droit islamique, et relègue les femmes et les filles à un statut social inférieur, ce qui se traduit sur les plans social et politique par une faible représentation des femmes dans les mécanismes et organes de prise de décisions.

Dans le domaine de la gouvernance, les interventions relatives à la sécurité appuyées par le PNUD ont contribué à élargir l'accès aux débouchés économiques, et à renforcer la cohésion sociale et les cadres de sécurité stratégique et opérationnelle, ce qui s'est traduit par une réduction de 25% de la fréquence des attentats terroristes en un an, ainsi que par la prévention de conflits internes dans les régions de Tahoua, de Tillabéri et de Diffa.

En dépit de ces avancées démocratiques, depuis 2015, le Niger est confronté à une situation sécuritaire préoccupante dans certaines régions du bassin du lac Tchad et du Liptako Gourma. Les attaques et les violences perpétrées par les groupes armés terroristes sur des cibles militaires et civiles provoquent des déplacements récurrents des populations et un afflux massif de réfugiés dans certaines zones. Ces déplacements engendrent de fortes pressions sur les ressources et les ouvrages des zones d'accueil. La zone des 3 frontières Niger-Mali-Burkina Faso (Région de Tillabéri), sur la frontière Nord avec le Mali (Nord des régions de Tahoua Tillia et de Tillabéri), le bassin du Lac Tchad (Région de Diffa) et le Sud-Ouest de la région de Maradi sont les plus affectées par les mouvements forcés de populations. En 2020, on a dénombré 155.467 personnes déplacées au Niger, principalement dans les régions de Tillabéri (53,1%), Tahoua (35,8%) et Maradi (11,1%).

Dans le contexte de mise en œuvre du CPD 2019-2021/22, l'épidémie du Coronavirus et ses incidences socio-économiques au Niger et sur le plan continental est, et demeurera majeure. À travers le monde, les autorités des différents pays prennent des mesures, plus ou moins restrictives, pour éviter l'arrivée du virus sur leur territoire ou freiner sa propagation. Des frontières fermées dans plusieurs pays avec des liaisons maritimes, aériennes et terrestres coupées. Des touristes - occidentaux ou asiatiques - renvoyés chez eux, des mesures de confinement strictes adoptées pour les voyageurs provenant des « pays à risque ».

Au Niger, sept cas de COVID-19 (Coronavirus) avaient été confirmés au 24 mars 2020, dont un mortel, dessinant une accélération de la propagation du virus (premier cas enregistré le 19 mars, trois cas enregistrés au 23 mars). Le gouvernement nigérien a annoncé dès le 17 mars 2020 une série de mesures préventives, destinées à freiner la propagation du virus sur le territoire national : suspension des vols commerciaux internationaux, fermeture des frontières terrestres et aériennes, fermeture des écoles et des lieux de culte, interdiction des rassemblements de plus de 50 personnes. Des mesures de détection et de soin seront offertes gratuitement à la population par les autorités nigériennes.

Cette situation a contraint le PNUD à une reprogrammation de ses ressources en vue de contribuer à la réponse nationale contre la pandémie de COVID-19. Environ 5 millions de USD du PNUD ont été reprogrammés pour : (i) la mise en place d'une plateforme e-gouvernance pour assurer la continuité du fonctionnement de l'administration ; (ii) le renforcement du système sanitaire de la région de Diffa, et ; (iii) la délivrance de services de « cash transfer » au profit des population vulnérables.

A l'instar des autres pays aux niveaux africain et mondial, la crise a engendré des conséquences socioéconomiques néfastes au Niger. Une étude conduite par Data Pop Alliance en 2021/2022 note que **la pandémie internationale a affecté l'économie nigérienne à travers la réduction de la demande des partenaires, les variations des prix des produits de base et des matières premières, la perturbation de la chaîne d'approvisionnement et les mesures de distanciation sociale.** Concernant le principal produit d'exportation du Niger, le prix du pétrole s'est contracté de 32,7% en moyenne sur 2020, malgré une reprise au dernier trimestre. Par ailleurs, malgré la hausse du prix de référence de l'uranium de près de 20%,¹ les exportations du Niger ont été affectées par la faible performance de sa production de ce minéral.

Au Niger, les premiers effets de la crise se sont ressentis dans les secteurs du tourisme-hôtellerie, transports et artisanat, transitaires et commissionnaires en douanes. Ces secteurs concentrent plus les femmes et les entreprises dirigées par des femmes. On évalue à 34.273 emplois formels, soit 4,3%, les pertes d'emplois formels qui résulteraient de cette crise sanitaire à fin 2020.

Le solde global de la balance des paiements, initialement projeté pour un excédent de 44,9 milliards de FCFA (89,8 millions USD) pour l'année 2020, afficherait un déficit de 134,1 milliards (268,2 millions USD) du fait de la pandémie. Par rapport à l'année 2019, ayant enregistré un excédent de 317,7 milliards (635,4 millions USD), le solde global se dégraderait de 451,8 milliards de FCFA (903,6 millions USD). Suivant le Plan global de réponse à la pandémie de Coronavirus/Covid-19 du gouvernement nigérien, les pertes de recettes sont évaluées à 199 milliards (398 millions USD), dont 107 milliards au titre de la Direction générale des douanes, 89 milliards au titre de la Direction Générale des Impôts et 3 milliards des recettes non-fiscales, soit 2,5% du PIB en 2020.

Alors que le taux de croissance réel du PIB en 2019 était de 5,9%, il avait été estimé à 3,6% en 2020, principalement en raison de l'impact de la pandémie dans les services et les secteurs extractifs. Le déficit courant s'est encore creusé pendant la crise sanitaire (13% du PIB en 2020, soit une diminution de 0,7 point de PIB).

Les conséquences de la pandémie de COVID-19 ont été aggravées par un conflit armé éclaté entre l'Ukraine et la Russie le 24 février 2022 engendrant d'énormes pertes en vies humaines ainsi que des dégâts matériels et économiques au-delà de leurs frontières, étant donné leur position d'influence en matière notamment d'approvisionnement mondiale en biens et services. En effet, l'Ukraine et la Russie représentaient en 2019 environ 40% et 29% de l'offre mondiale totale d'engrais et de blé respectivement² qui constituent des produits dont dépendent fortement les pays de l'Afrique.

Les pays africains, importent notamment des céréales en provenance de la Russie. En 2020, plus de la moitié des approvisionnements africains en blé russe sont importés par les pays les plus peuplés du continent, à savoir : l'Égypte, le Soudan, le Nigeria, la Tanzanie, l'Algérie, le Kenya et l'Afrique du Sud. Outre le blé, les combustibles minéraux comme le charbon, les produits pétroliers et le gaz constituent 18,3% des achats africains en provenance de l'ex-URSS.

Le Niger a surtout été impacté sur le marché des biens alimentaires aggravant les conditions socioéconomiques des ménages déjà défavorables, un scénario redouté des autorités nationales dès le début de la guerre. Ainsi, le Premier Ministre, Monsieur Ouhoumoudou Mahamadou, affirmait en mars 2022 « **le pays fait face à plusieurs chocs, notamment le déficit de la campagne agricole ; la situation sécuritaire, auxquels, sur le plan international, s'ajoutent les conséquences de la pandémie du Covid-19 et ainsi que la guerre entre la Russie et l'Ukraine et les engagements du pays à poursuivre les réformes dans le cadre de l'UEMOA ; la CEDEAO et les autres Bailleurs de fonds** ».

¹ En comparaison annuelle, les prix de l'uranium ont représenté 30,00 USD/lb, soit 20 % de plus qu'il y a un an, selon le rapport trimestriel sur le marché de l'uranium, disponible à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/euratom/observatory_quarterly.html.

² Base de données COMTRADE



II. Principaux résultats par axes programmatiques

2.1 - Accélération de la transformation en vue du développement durable

Les populations rurales cibles ont accès à des chaînes d'approvisionnement innovantes génératrices d'emplois décents

Les appuis du PNUD en 2022 ont contribué à réduire le taux de prévalence à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition chronique dans les zones d'intervention du Bureau. En effet, les capacités de production de 19.200 agriculteurs dont 6.201 femmes ont été renforcées à travers l'appui en intrants de qualité (42 tonnes de semences améliorées et 31 tonnes d'engrais) ayant permis aux bénéficiaires d'augmenter les rendements de leurs cultures qui sont ainsi passés du simple au double, voire au triple. D'autre part, les interventions du PNUD ont contribué à renforcer les moyens d'existence de 5.045 personnes dont 4.062 femmes grâce aux activités génératrices de revenus diverses mises en place (aménagement et mise en valeur de 279 ha de sites maraichers, fourniture de semences maraichères et engrais de qualité, extraction d'huile). En effet, les sites aménagés équipés de système de pompage solaire ont permis aux producteurs de produire tout au long de l'année car disposant d'un accès facile à l'eau pour l'irrigation.

Enfin, les efforts du PNUD en matière de préservation de l'environnement ont également contribué à la réduction de la pauvreté en milieu rural par la création d'emplois temporaires au profit de 9.000 jeunes et femmes à qui ils ont procuré des revenus leur ayant permis de subvenir à certains besoins.

Les communautés vulnérables des zones rurales cibles, en particulier les femmes et les jeunes, ont les capacités nécessaires pour gérer durablement les ressources naturelles



Les appuis du PNUD dans le domaine de l'énergie (éclairage³ et hydraulique solaires, plateformes multifonctionnelles) ont permis à plus de 125.000 personnes d'accéder à l'éclairage public solaire et d'améliorer significativement leur perception de la sécurité. Plus de 26.369 nouvelles personnes d'accéder à au moins un service énergétique moderne ce qui a contribué à rehausser la proportion de ménages ayant accès à une énergie propre, abordable et durable dans les zones rurales cibles de 14,49% à 23,56% (comparé à la cible qui était de 15,38%). Aussi, la gestion des plateformes multifonctionnelles a donné lieu à la création de 90 emplois permanents au profit des femmes. Par ailleurs, le pompage solaire sur 20 sites totalisant 10 ha a permis à 600 producteurs dont 500 femmes d'améliorer leurs revenus et leur sécurité alimentaire à travers la production maraîchère et d'autres activités génératrices de revenus connexes.

En matière de gestion durable des ressources naturelles, 1.350 ha de dunes ont été fixées, ce qui a favorisé la création de 5.052 emplois dont 2.525 (50%) au profit des femmes. Aussi, 235 ha de terre de cuvette ont été aménagées et mises en valeur contre une cible de 200 ha, au profit de 2.945 exploitants parmi lesquels 2.370 femmes (80,5%). Par ailleurs, avec les travaux de récupération de 594 ha de terres dégradées et de lutte contre les feux de brousse, 1.869 emplois temporaires ont été créés dont 581 au profit des femmes.

L'atteinte de ces résultats a été facilitée par l'engouement et le dynamisme des communautés ainsi que leur pleine implication, et l'appropriation par les autorités locales et les services techniques déconcentrés de la mise en œuvre et du suivi des projets.

Toutes ces activités ont permis d'accroître la productivité des terres agricoles et pastorales dans les zones concernées, d'améliorer les revenus des populations rurales et de freiner l'exode rural des jeunes.



Dans le domaine de la GIRE, les appuis du PNUD ont permis de définir et valider les normes de rejet des polluants dans le fleuve Niger. Des sessions de formation ont été organisées au profit des entreprises industrielles sélectionnées dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche TEST.

Dans le cadre de la stabilisation, soixante jeunes ont été formés sur les techniques de réalisation de systèmes solaires photovoltaïques, afin de contribuer à la vulgarisation des énergies renouvelables au Niger.

³ Éclairage public à N'Guigmi, Région de Diffa

Enfin, 14 projets pilotes communautaires des écosystèmes aquatiques, forestiers, de montagne et des aires protégées soumis par les acteurs locaux dans les pays concernés sont en cours de mise en œuvre et permettront d'améliorer la gestion des ressources naturelles dans le bassin du fleuve Niger.

Les communautés ciblées vivant dans les zones à risque ont accru leurs capacités d'adaptation (prévention, gestion, reconstruction) pour faire face aux risques et catastrophes naturels

⁴Les capacités de 19.200 producteurs agricoles dont 6.201 femmes (32,3%) ont été renforcées à travers l'appui en semences résistantes à la sécheresse (40,5 tonnes) contribuant ainsi à renforcer leur résilience face aux effets néfastes du changement climatique.

Aussi, les moyens d'existence de 250 femmes cheffes de ménage ont été renforcés grâce aux activités diverses génératrices de revenus (maraichage, transformation des produits agricoles).

En réponse à la pandémie de COVID-19, le PNUD a contribué à renforcer la résilience des communautés vulnérables grâce à l'appui à la production maraichère sur 26 ha au profit de 1.010 exploitants chefs de ménage dont 702 femmes (70,2%).

Par ailleurs, 781 emplois temporaires dont 317 au profit des femmes (40,6%) ont été créés à travers les activités de préservation des ressources naturelles (ouverture de bandes pare-feu, travaux de récupération de terres dégradées). Dans le domaine de la prévention des risques de catastrophes naturelles et des actions anticipatoires, 1.325 km de bandes pare feu ont été réalisées, créant ainsi 1.872 emplois temporaires dont 1.083 au profit des femmes (57,9%).

Enfin, dans le cadre de l'appui du PNUD au Plan d'urgence 2022, les moyens d'existence de 240 femmes ont été renforcés à travers le développement des activités génératrices de revenus (petit élevage, petit commerce, etc.). Le PNUD a aussi contribué au relèvement de 415 ménages victimes des inondations dont 175 femmes (42,2%) à travers la réhabilitation de leurs abris et l'appui en kits non alimentaires.



Les institutions nationales et locales disposent des capacités techniques et opérationnelles requises pour la planification, la mise en œuvre et le suivi et l'évaluation des politiques, conformément à la stratégie d'intégration, d'accélération et de soutien aux politiques applicables aux Objectifs de Développement Durable, et intègrent les principes contenus dans les accords internationaux

Les interventions du PNUD au niveau opérationnel dans le cadre de l'adaptation au changement climatique ont permis la création de 1.208 emplois temporaires, dont 580 au profit des femmes soit 48%, à travers les travaux de récupération de 680 ha des terres dégradées.

Dans la perspective de la réalisation des puits et forages agricoles, une étude diagnostique a été conduite afin de contribuer à réduire la vulnérabilité des populations pour l'accès à l'eau. Les appuis ont également permis d'élaborer un PNA du secteur eau.

Dans le cadre du renforcement de la résilience urbaine face aux effets du changement climatique, plusieurs outils (revue des dépenses publiques et des institutions en matière de Réduction des risques de catastrophe et de changement climatique au Niger, outil de Planification d'Actions pour la Résilience Urbaine City Rap, outil du Cadre de Développement Spatial au Niger) ont été développés et ont fait l'objet de formation au profit des acteurs nationaux. Ceci permettra de réduire la vulnérabilité des ménages aux effets néfastes du changement climatique en milieu urbain.

Au niveau institutionnel, le Niger est doté d'un document du Plan National d'Adaptation à moyen et long terme pour 5 secteurs prioritaires (Élevage, Foresterie, Santé, Transports et Zones humides), appuyé par une « Stratégie de mise en œuvre » et une « Stratégie de la mobilisation de financement du secteur privé ».

Aussi, les capacités des institutions techniques, des ministères sectoriels, des collectivités territoriales, du secteur privé et de la société civile sont renforcées dans divers domaines relatifs à la lutte contre les changements climatiques. Enfin, des engagements sont signés avec sept (7) universités et établissements assimilés pour l'intégration du changement climatique dans leur curriculum et programme de formation.

Les appuis du PNUD ont permis la formulation de la note conceptuelle (PIF) pour un projet de promotion de l'agriculture intelligente face au climat dans la Région de Tahoua. Cette note a été approuvée par le Secrétariat du GEF et donnera lieu à la formulation du document dudit projet au profit des populations vulnérables de la Région de Tahoua. En plus, l'appui du PNUD a permis de conduire des consultations des parties prenantes du niveau régional au sujet de la Stratégie Nationale à long terme de développement à faible émission de gaz à effet de serre dont la formulation par les Parties à la CCNUCC est une recommandation de l'Accord de Paris.

L'appui du PNUD au Cadre Transitoire Opérationnel de la Commission Climat pour la Région Sahel a permis d'organiser des concertations entre les experts des 17 pays de la Région Sahel, de contribuer à la réalisation et la validation de l'étude sur le mécanisme financier du plan d'investissement climat pour la Région du Sahel qui détermine les éléments essentiels de mise en place d'un outil stratégique de mobilisation et de mise à disposition des financements provenant de diverses sources, nécessaires aux actions de lutte contre les changements climatiques dans la Région du Sahel. Cette étude a également vu la proposition et la validation des textes fondateurs d'un Fonds Climat Sahel qui sera soumis à l'adoption de la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernement de la CCRS.

S'agissant de la QCN, les études sectorielles sont réalisées et permettront de synthétiser ladite communication.

Enfin, le PNUD a contribué à la préparation et à la participation des délégations du Niger à la COP 27 sur les changements climatiques et à la COP 15 sur la Biodiversité.

2.2 - Gouvernance, paix, sécurité et stabilisation

D'ici à 2021, la gestion des données statistiques et des données relatives au développement à tous les niveaux, la sécurité transfrontalière et celle des communautés, ainsi que le système judiciaire seront améliorés afin de garantir le respect des droits de l'homme, grâce à des institutions clés chargées de piloter les processus démocratiques et à des autorités locales capables de répondre aux besoins spécifiques des groupes les plus vulnérables

Le bureau a contribué à l'amélioration de l'analyse et de la diffusion des données statistiques en appuyant financièrement et techniquement l'évaluation finale du PDES 2017-2021 et le diagnostic contextuel ayant guidé la formulation du PDES 2022-2026. L'analyse et la diffusion des données ont également été améliorées à travers l'appui du Bureau à la production régulière des notes de conjoncture.

Dans la droite ligne de l'appui du Bureau à l'amélioration de la gestion des données et des statistiques, les compétences en traitement et analyse des données des enseignants-chercheurs de l'Université Abdou Moumouni de Niamey se sont améliorées grâce à notre appui à la modernisation de l'enseignement.

Dans le même sens, nous avons contribué au développement du numérique et donc à l'amélioration de la gestion des données à travers l'appui à la mise en place et à l'équipement du Laboratoire de l'Université de Dosso.

Par ailleurs, le PNUD a contribué à l'amélioration de la couverture et la qualité des données relatives au secteur privé à travers un appui technique fourni à l'Institut National de la Statistique dans le cadre du recensement général des entreprises. Enfin, nous avons contribué à l'amélioration de l'analyse et la diffusion des données socioéconomiques dans le cadre de l'élaboration du UNSDCF et du CPD.

Grace à l'appui du bureau en expertise technique, le PNUD a contribué à l'élaboration du rapport de l'Examen Périodique Universel du Niger pour son passage au 3ème cycle de l'EPU qui a été adopté en mai 2022. Le Niger a reçu 254 recommandations dont 148 qui ont été acceptées.

Le Niger a élaboré et adopté par décret le 5^{ème} rapport de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme (CEDEF). Ce rapport fera l'objet d'un examen devant le comité chargé du suivi de la mise en œuvre de la convention.

A ce jour, le Niger est à jour sur tous ses rapports périodiques internationaux et régionaux sur les droits de l'homme.

La numérisation des archives des tribunaux et de la cour d'appel de Niamey, Maradi et Zinder marqua une avancée significative dans la protection des informations judiciaires et la modernisation du système judiciaire au Niger.

L'appui initié à la transition de la gestion des services pénitentiaires du ministère de l'Intérieur (Garde Nationale du Niger) vers le ministère de la Justice (DGASP/R), en conformité avec les standards internationaux (Règles Mandela, Règles de Bangkok) sera mis à l'échelle et concernera l'ensemble du territoire nigérien.

En partenariat avec UNITAR, le PNUD a procédé à l'évaluation des capacités du système judiciaire informel dans le cadre du renforcement du respect de l'État de droit, ce qui a permis de développer un programme de soutien à la Chefferie traditionnelle pour renforcer les capacités des femmes dans la cohésion communautaire et la prévention des conflits.

Les communautés ciblées et les institutions chargées de la sécurité transfrontalière et de la sécurité intérieure disposent de capacités techniques et opérationnelles suffisantes pour prévenir et atténuer les menaces en matière de sécurité, promouvoir la cohésion sociale et consolider la paix et la stabilité.



En consultation avec le ministère de l'intérieur et de la sécurité publique, le PNUD a soutenu l'évaluation et la provision des équipements logistiques et de communication qui ont permis d'améliorer de manière significative la sécurité des communautés dans les zones d'intervention dans les régions de Diffa, de Tillabéri et de Tahoua, et de renforcer la confiance accordée par les populations aux services de sécurité de proximité. À travers cet appui, plus 40.000 personnes ont pu retourner dans leurs villages d'origine. Ainsi, 82% de la population de Bosso se sent rassurée par la présence et le déploiement des éléments de la GNN dans les zones de re-tour de la Population Déplacée Interne (PDI).



L'appui du PNUD, à travers la mise en place de dispositifs commerciaux (4 marchés dont 1 marché à bétail) et le développement d'activités HIMO ont permis à 20.169 personnes (dont 41% de femmes et 65% de jeunes) des régions du sud Maradi, de Diffa et du Liptako Gourma, d'accéder à un revenu mensuel supérieur au SMIG et une épargne de 45000 FCFA.

Ce dispositif a permis d'assurer un chiffre d'affaires de 330.000\$ dont les 150.000\$ en épargne destiné au financement de projets communautaires.



« Je connais mes frères et sœurs voisins. On se côtoie chaque matin et on se soutient. Nous sommes maintenant d'une seule famille », témoignage d'un sage de Korin Papé.

« Cette année, mon fils est resté à mes côtés, je n'ai plus à m'inquiéter de ce qui pouvait lui arriver s'il était parti en exode au Nigéria », témoignage d'une mère de Kontamawa



Salles de classes du village de Agangaro-Harounawa

« Nous sommes contents (jeunes) de ce que nous avons pu réaliser pour notre village. Cet ouvrage (constructions de classes) servira à mes plus jeunes et aux générations futures, je suis fier d'y avoir participé », témoignage d'un jeune de Dan Issa

L'appui du PNUD au déploiement de l'architecture de paix à travers les activités civilo-militaires et les différents comités communaux et départementaux (41), régionaux (7) et de Dialogue Inter Religieux (7), a permis d'améliorer de manière significative la collaboration et la confiance entre les communautés elles-mêmes et entre les communautés et les FDS. Selon une enquête menée en 2022, 93% des populations enquêtées affirment avoir confiance aux FDS⁵.

60 collectivités territoriales ont pu améliorer leurs capacités de recouvrement et le niveau de sécurité communautaire grâce à l'opérationnalisation des unités de la police municipale (formation et équipement).

Les institutions judiciaires et de défense des droits de l'homme possèdent de plus grandes capacités techniques et opérationnelles pour améliorer l'accès des plus vulnérables à une justice de qualité

⁵ Rapport d'évaluation final du Projet de renforcement de la Cohésion sociale, Diffa 2022

En 2022, 25.059 personnes ont été assistées sur le plan juridique et l'assistance judiciaire a été accordée à 1.801 individus dont 479 cas de VBG avec l'appui du PNUD. Cet appui multiforme a concerné toute la chaîne pénale (332 personnes jugées à travers des audiences foraines, déploiement de 25 cliniques juridiques couvrant près de 300 villages, mise en place de 4 centres multifonctionnels, renforcement des capacités de 230 acteurs de la chaîne judiciaire – DCO, Greffiers, magistrats et présidents de tribunaux, animateurs des 12 bureaux locaux de l'Agence Nationale d'Assistance Juridique et judiciaire).

Les conditions de détention de 3.363 personnes détenues (dont 100 femmes et 130 mineurs, en tenant compte de leurs besoins spécifiques) ont été améliorées à travers la réfection des infrastructures (y compris alimentation et hygiène) de trois établissements pénitentiaires (Niamey, Kollo et Say), conformément aux Règles Mandela et Règles de Bangkok.

La numérisation des archives marque un tournant décisif dans le processus de modernisation du système d'information et de protection des données judiciaires. L'appui du PNUD à travers la mise à disposition de 60 VNU communautaires a permis le classement de 38.498 dossiers administratifs et judiciaires (dont 33.273 numérisés) dans les juridictions et les cours d'appel de Niamey, Zinder et Maradi.

Les institutions électorales disposent de plus de capacités pour gérer un processus électoral transparent, inclusif, démocratique et crédible.

L'appui du PNUD a permis de faciliter la transition d'une CENI ad hoc à une CENI permanente à travers la mise en place d'un dispositif de gestion des élections avec un fichier numérisé.

La CENI désormais permanente est devenue plus performante grâce à l'accompagnement apporté par le PNUD pour la mise en œuvre de sa stratégie de renforcement des capacités.

Ceci a permis à la CENI en 2022 d'assurer l'enrôlement de la diaspora dans 5 pays (Benin, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria, Togo), avec 101.898 électeurs enregistrés pour l'organisation de l'élection des députés de la diaspora.

Dans le cadre de la tenue des élections, la CENI a été appuyée pour renforcer les capacités dans le domaine du rehaussement de la participation des femmes et des jeunes dans le processus électoral.

Le principal succès à relever est la dotation de 300.000 femmes et jeunes de pièces d'état civil leur ayant permis d'être inscrits sur le fichier biométrique et ainsi pouvoir voter, pour certains pour la première fois.

De même, les ressources humaines impliquées dans les élections ont été formées (888 personnels formés) ont ainsi pu prendre en charge correctement les différentes opérations.

Enfin, les campagnes de sensibilisation ont touché 1,3 millions de personnes, leur permettant de faire leur devoir civique et d'adopter des comportements corrects lors des scrutins.

Services publics de qualité fournis par les autorités locales cibles qui répondent aux besoins spécifiques de la population, en particulier des plus vulnérables.

4 collectivités territoriales (Filingué, Tessaoua, Doutchi, Magaria) ont été accompagnées afin de moderniser la prestation de services administratifs aux populations à travers le déploiement de guichets publics uniques pilotes pour délivrer des documents de base (certificats de naissance, cartes d'identité, quitus fiscaux, etc.).

Grâce à l'appui du PNUD, le Niger dispose d'un Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) sous l'égide du Ministère de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire, document-clé pour la mobilisation des ressources en matière de gouvernance locale et décentralisation.

2.3 - Genre

Les revenus des femmes et des jeunes augmentent dans les zones rurales cibles, du fait de leur participation à des chaînes d'approvisionnement durables génératrices de revenus et d'emplois décents

⁶Dans le cadre du Youth Connekt (lancement de campagnes de crowdfunding sur la plateforme Classy, appui à la participation à des forums internationaux comme VivaTech Paris), 61 jeunes porteurs de projets d'entrepreneuriat (dont 16 femmes) ont pu créer leur entreprise. Parmi eux, 23 ont été soutenus par l'Accelerator Lab (appui technique et financier) et ont ainsi pu protéger leurs innovations auprès de l'antenne locale de l'OAPI). Deux (02) d'entre eux ont pu, grâce à cet appui, mobiliser directement des financements du secteur privé au-delà de 30.000 USD pour développer leurs innovations et initiatives.



L'appui du PNUD a permis à deux groupements d'assurer un revenu mensuel compris entre 90.000 FCFA et 130.000 FCFA pour 40 jeunes (dont 22 filles) et 45 femmes de la commune rurale de Téra, région de Tillabéri à travers la production, transformation et commercialisation du moringa.

Dans le cadre du programme accéléré de développement communautaire PADCC dans la commune rurale de Tondikiwindi, les appuis du PNUD ont permis de renforcer l'autonomisation de 700 femmes et jeunes à travers des AGR diverses telles que le maraichage, l'aviculture et embouche ovine. Aussi, l'acquisition de 10 tricycles permettra de créer 50 emplois permanents en faveur de jeunes qui faciliteront le transport des produits agricoles des femmes exploitantes des sites maraichers.

Toujours dans la commune de Tondikiwindi, le PNUD a contribué à améliorer l'accès aux services sociaux de base à travers (i) la construction d'infrastructures (9 nouvelles salles de classe, 1 « guichet unique », réhabilitation de 2 centres de santé) et (ii) la dotation en fournitures scolaires au profit de 12.000 élèves ainsi que la réalisation de deux mini AEP multi villages.



Le PNUD a par ailleurs contribué à la modernisation du marché⁷ de Mangaizé, dans la commune de Tondikiwindi, à travers la construction de 120 kiosques couverts et l'installation de 60 lampadaires solaires, ce qui a permis à la municipalité d'améliorer ses recettes de l'ordre de 300%.

En outre, au moins 50 emplois temporaires ont été créés au profit de jeunes dans le cadre du démarrage des travaux de construction du Lycée Technologique-Phase 2.

⁶ Photo 1 : Formation de 60 jeunes en techniques de montage de systèmes solaires photovoltaïques, Région de Diffa, Janvier 2022,

⁷ Photo 2 : Marché de Mangaizé, dans la commune de Tondikiwindi.

Des mesures et des stratégies et partenariats nationaux fondés sur des données factuelles sont en place pour promouvoir l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et la participation des jeunes et des femmes au processus décisionnel

Pour réduire les inégalités, le PNUD a appuyé l'initiative du Médiateur de la République à mobiliser plus de 400 acteurs (femmes, jeunes, leaders traditionnels et religieux, OSC et parlementaires) sur l'amélioration du cadre juridique national protégeant les femmes et la jeune fille des violences. Cette campagne a sillonné toutes les régions du Niger et a abouti à une déclaration nationale adressée aux hauts responsables de l'Assemblée nationale.

L'Observatoire National pour la Promotion du Genre (ONPG) a été redynamisé grâce aux appuis multiformes apportés, principalement la mise à disposition de ressources humaines pour la production de divers rapports. Par suite de son analyse organisationnelle et institutionnelle, l'ONPG a pu élaborer son plan stratégique pour les 5 prochaines années et rédiger le rapport sur l'analyse Genre des PDC de 54 communes.

Enfin, les actions menées ont permis de sensibiliser plus de 10 millions de citoyens, dont les femmes, les autorités et l'opinion publique sur la ZLECAf et l'opportunité qu'elle offre. Ainsi, les 9 spots réalisés seront diffusés 2.003 fois sur les radios partenaires du projet (Voix du Sahel, radios privées et radios communautaires). Ces messages ont amené les femmes commerçantes et entrepreneures à s'intéresser à la ZLECAf et à rechercher plus d'informations y afférentes.

Mise en place de cadres institutionnels et réglementaires et d'un financement opérationnel pour prévenir et combattre les violences liées au genre

Grâce à l'appui du PNUD, l'ANAJJ dispose d'un système de collecte et de remontées des données sur les VBG ayant permis l'amélioration de ses performances et de ses statistiques et celles du ministère de la justice en général en matière d'assistance juridique et judiciaire.

755 femmes et filles survivantes des régions de Zinder, Maradi, Tahoua et Tillabéri ont bénéficié d'activités génératrices de revenus (embouches, petit commerce, maraichage, etc.), à travers des renforcements de capacités et des kits de réinsertion.

Au cours de 2022, environ 3.300 femmes (survivantes de VBG ou non) ont bénéficié des investissements communautaires (22 Plateformes multifonctionnelles ont été mises en place). Ce qui a permis aux femmes d'améliorer leur niveau de revenu et de se remettre de la violence.

La réhabilitation/extension du Centre National de Référence pour la Fistule Obstétricale (CNRFO) de Niamey a permis de redonner vie et espoir aux survivantes de VBG.

L'autonomisation et l'intégration sociale ont été facilitées pour au moins 1.000 personnes handicapées dont 300 enfants à Infirmitté Motrice Cérébrale, dans le cadre de la lutte contre les formes croisées de discrimination, à travers plusieurs initiatives.

La société civile nigérienne militant en faveur de la lutte contre les VBG est plus qu'engagée et outillée grâce à leur mise en réseau notamment à travers le Groupe de référence de la société civile. Cela a permis de renforcer la collaboration et la synergie entre les OSC et entre elles et les services étatiques. Cela est démontré par le prix de « meilleure collaboration » obtenu lors du Symposium global tenu à Cancun sur le Spotlight. Ce prix est le fruit de l'accompagnement du PNUD dans le renforcement des capacités des OSC dans le suivi et l'évaluation participatifs, renforçant les droits des groupes marginalisés en reconnaissant leur leadership dans la prise de décision.



Photo : Une femme à l'apprentissage du métier de meunier du village de Tchanchandi- commune de Zinder 1-



Campagne de plaidoyer sur l'amélioration du cadre légal protégeant les femmes et les filles des violences. Une déclaration nationale, portée par les femmes parlementaires a été remis en mains propres au Vice-Président de l'Assemblée nationale par le Médiateur de la République.

LE 15 JUIN 20 DE L'ENFANT



22, JOURNÉE AFRICAIN

Le 15 Juin 2022, dans le cadre de la célébration de la Journée de l'Enfant Africain, la, Coordonnatrice Résidente du SNU accompagnée du Gouverneur de la Région; de la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant; ainsi que de l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne au Niger, se sont rendus à la section régionale de la Fédération Nationale des Personnes Handicapées de Zinder, appuyée par le PNUD pour mieux répondre aux besoins des familles d'enfants souffrant d'infirmité motrice cérébrale. L'activité a été reprise dans les réseaux sociaux par les plateformes globales du Programme Spotlight via Twitter <https://bit.ly/3cThQEw>; <https://bit.ly/3wUN5Wv> et sur Facebook <https://bit.ly/3KTjsdN> ; via les comptes Twitter de la Coordinatrice résidente SNU <https://bit.ly/3CYIWWv> ; par la réalisatrice nigérienne Aicha Macky <https://bit.ly/3CZi5s2> et via le compte Twitter de la coordination SNU <https://bit.ly/3AJuSME> . Des photos de l'activité sont disponibles via la collection <https://we.tl/b-oy5D8LpZWh> Par ailleurs, l'appui du PNUD aux groupes vulnérables de la région de Tahoua a également été mis en avant à travers une web story publiée sur le site officiel du programme Spotlight : In Niger, economic empowerment for women and girls with disabilities <https://bit.ly/3QPjntZ>

Partenariat :

« Cette mission est pour moi, la première expérience où toutes les agences du SNU et les partenaires avancent ensemble vers un même objectif. Nous avons su montrer à quel point chacun peut contribuer à parfaire les interventions de l'autre dans une logique commune. Notre difficulté à tous est de veiller à la consolidation des acquis du programme Spotlight. Je recommande vivement de poursuivre cette approche collégiale à toutes les étapes ; de la planification au suivi pour l'année à venir. » **Jamel Abdounasser, Coordonnateur Régional VBG Tahoua (APBE)**



Gender Equality and Women's Empowerment

Un résultat à relever concerne le travail sur les VBG qui a permis en plus des effets relatés plus haut, de porter une attention particulière à certaines catégories sociales jusqu'à là condamnées à la mendicité, à savoir les personnes handicapées et/ou vivant avec handicap. Au cours de ces deux dernières années, plusieurs familles d'enfants à insuffisance motrice cérébrale (IMC) ont été soutenues matériellement (dotation de motos tricycles), ce qui a permis de générer des revenus ayant servi non seulement à payer les frais médicaux divers (rééducation, opérations légères, médicaments, etc.), mais également à assurer la subsistance quotidienne, qui, auparavant dépendait des « revenus » tirés de la mendicité. Ces actions leur ont rendu, comme ils le disent si bien, leur dignité. Ceci a également eu pour effet quasi immédiat de permettre à certains enfants de retourner à l'école, car grâce aux soins reçus, ils/elles ne faisaient plus des crises qui les empêchaient de fréquenter.

Par ailleurs, il convient de relever un grand pas franchi dans le domaine de la Participation politique des femmes et des jeunes, notamment en ce qui concerne la dotation en pièces d'état civil, de ces groupes, de surcroît de zones très reculées et en proie à l'insécurité. Les pièces d'état civil étant la condition sine qua non pour leur inscription dans le fichier biométrique – l'inscription elle-même, étant la seule voie pour pouvoir voter -, des femmes et des jeunes ont pu voter pour la première fois de leur vie.

Concernant ce qui a le moins bien marché, notamment dans le domaine de l'autonomisation économique, et ce, bien que plusieurs milliers de femmes et de jeunes ont pu être appuyés (voir ci- haut), il convient de relever que d'une part les ressources n'ont pas suffi pour couvrir un plus grand nombre de bénéficiaires et dans le temps de manière continue, mais également, ces appuis ont été quelque peu dispersés, sans une stratégie/approche consolidée et structurée d'autonomisation des femmes et des jeunes.

2.4 - Innovation stratégique et digitalisation

En rapport à l'**innovation stratégique**, le PNUD a appuyé l'Université Abdou Moumouni de Niamey dans le cadre de l'analyse des données en ligne avec la convention d'appui à la modernisation de l'enseignement au sein de l'institution signée avec le PNUD. Il est attendu que cet appui, basé sur des outils informatiques et statistiques modernes, entraîne un effet multiplicateur au niveau du système éducatif supérieur du Niger étant donné le rôle central que joue l'institution au sein de ce système.

En matière de **digitalisation**, en partenariat avec la Banque Agricole de Développement (BAGRI), le PNUD a mis en place une plateforme de vente en ligne de produits agricoles qui permettra à plus de 4000 producteurs ruraux de sécuriser leurs transactions commerciales et maximiser leurs revenus. En outre, le PNUD a doté le laboratoire universitaire de Dosso, d'outils informatiques et électroniques de dernière génération en vue de favoriser le développement du numérique et la facilitation de l'apprentissage par la pratique. Le PNUD a également mis en place, en partenariat avec l'Agence Nationale pour la Société de l'Information (ANSI), un centre Hotspot à l'Ecole Primaire Pays Bas (Niamey) pour contribuer à vulgariser le numérique au sein du système éducatif nigérien.

Concernant le **financement du développement**, le PNUD a joué un rôle de premier plan dans la mobilisation de la contribution conjointe du Système des Nations Unies à l'organisation de la table ronde du PDES et à la mobilisation de 47 milliards de US\$ en faveur du financement du plan.

2.5 - Partenariat et mobilisation des ressources

Les nouvelles initiatives développées par le Bureau grâce aux ressources core comme l'état de droit ont permis la mobilisation de 20 millions € auprès des Pays Bas en plus des fonds mobilisés en 2021 auprès de INL (USA). L'atteinte des résultats satisfaisants d'un partenariat initial avec la BAD à travers le gouvernement a facilité la mobilisation de 6,5 millions\$ pour une 2^e phase du projet. De même avec PBF qui a permis de mobiliser 1,5 millions\$.

Le Bureau a initié à travers accelerator lab un partenariat avec la BID et le Fonds Islamique de Solidarité pour l'accompagnement des OSC du Niger à développer leur 1^{ère} campagne de crowdfunding. Ainsi le PNUD a soutenu le processus de cartographie des OSC et ONG, la construction d'un écosystème de partenaires et l'appui aux campagnes de mobilisation des ressources.

III. Conclusion et leçons apprises

En vue d'accélérer et optimiser l'atteinte des résultats du CPD au bénéfice des populations sans laisser personne pour compte, il convient de :

- Consacrer plus de ressources aux activités de restauration et préservation des ressources naturelles qui profitent directement et immédiatement aux populations vulnérables par la création d'emplois et l'amélioration des moyens d'existence en milieu rural
- Les bonnes pratiques identifiées et recensées dans le secteur de l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophes naturelles doivent être mise à l'échelle dans d'autres régions du Niger afin de contribuer à créer plus d'impact sur les populations vulnérables et renforcer durablement leur résilience aux chocs multiples.
- Il est parfois difficile de trouver suffisamment de fonds pour financer l'ensemble des interventions ou de recruter les personnes qualifiées à déployer dans les zones à risques.
- Des risques inhérents à la nature des interventions ne sont pas toujours adressés lors de la planification, ou au moment opportun pendant la mise en œuvre.
- Le manque de coordination entre les acteurs impliqués entraîne des retards, des erreurs ou des doublons dans la mise en œuvre. La résistance au changement persiste et ne permet pas l'adaptation à de nouvelles idées et/ou technologies.
- Les institutions nationales ont des défis à relever en matière de capacités techniques et opérationnelles. En effet, la couverture nationale de certains services techniques n'est pas effective. Cette situation limite l'effet des différentes interventions du PNUD surtout au niveau local. La situation sécuritaire limite l'accès à certains sites d'intervention, ce qui engendre des coûts opérationnels avec le recours aux escortes assurées par les forces de défense et de sécurité.
- Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de GPS dans le Bassin du Lac Tchad et le Liptako-Gourma, les restrictions sécuritaires inhibent la mobilité des jeunes ayant bénéficié des appuis. Leur accès limité aux marchés ne favorise pas l'expansion de leurs activités économiques.
- Un maillage national par les FDS, un déploiement de l'architecture de Paix sur l'ensemble du territoire national à travers notamment le recours à la Chefferie traditionnelle, aux comités de paix instaurés par le gouvernement, des OSC et des ONG locales, appuyé par une mobilisation de ressources supplémentaires permettrait d'asseoir une paix durable et une cohésion sociale renforcée.

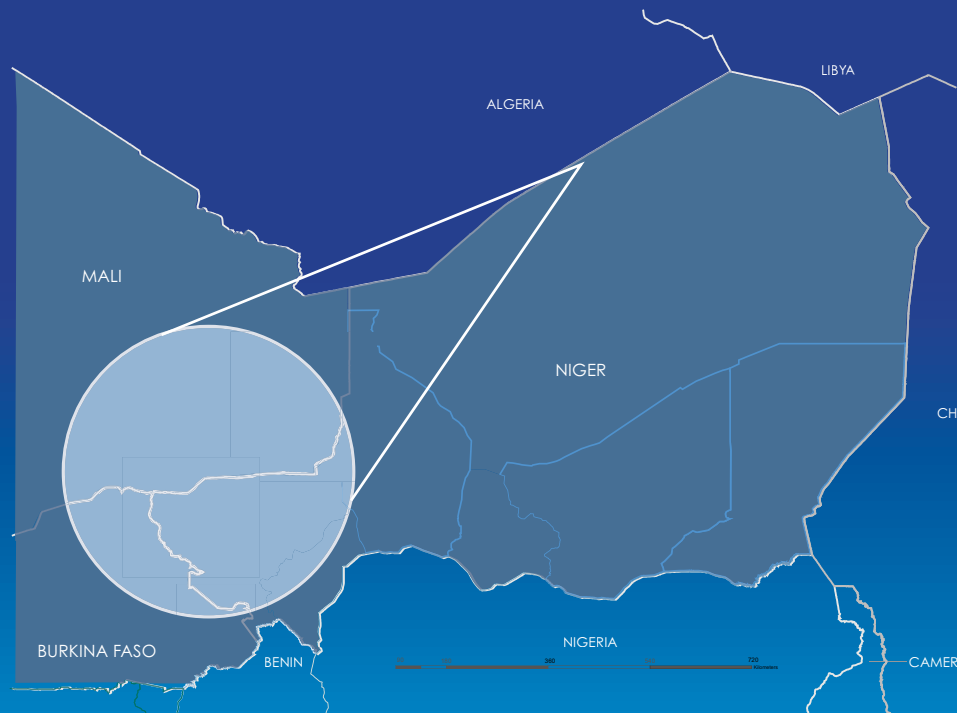
La mise en réseau des jeunes autour de activités innovantes et porteuses de valeurs ajoutées permettra d'assurer leur compétitivité nationale et sous régionale dans le cadre de la promotion de la ZLECAf

- La transition de la gestion des établissements pénitentiaires du ministère de l'Intérieur vers le ministère de la Justice doit être également adressée dans son aspect politique (plaidoyer pour la formalisation du dialogue entre les deux ministères), afin de permettre une opérationnalisation intégrée et cohérente, y compris sur les aspects de formation du nouveau corps.
- Un appui complémentaire au ministère de la Justice afin de lui permettre d'assumer plus largement son rôle d'entité rectrice des interventions dans le secteur de la justice et de coordonner les partenaires techniques et financiers engagés pourrait être envisagé dans le cycle programmatique en cours, afin de renforcer l'harmonisation des interventions autour des priorités établies par le ministère.
- Le développement d'un appui de plus long terme, à travers un Programme d'appui à la CENI Permanente, permettrait de soutenir de façon pérenne le fonctionnement de cette institution et de préparer en amont les échéances électorales. Le PNUD pourrait appuyer la CENI dans son plaidoyer pour la mobilisation de ressources auprès des PTF engagés sur la thématique.
- Un plaidoyer sera porté auprès du ministère de l'Intérieur afin d'accélérer le processus d'élaboration et validation des textes régissant les guichets uniques.
- Le PNUD va adresser les problématiques liées à la planification et à la budgétisation sensible au genre afin que les résultats apparaissent systématiquement dans le suivi et l'évaluation des programmes sous la coordination du ministère de tutelle.
- La non-application de l'organigramme prévu pour la mise en œuvre du CPD 2019-2021/22 a entraîné une insuffisance dans le suivi opérationnel des activités sur le terrain, en lien avec la surcharge de travail des staffs et la sous-représentation à travers le territoire ainsi que les coûts élevés relatifs à la situation sécuritaire (escorte militaire)
- Le plan de formation du personnel sur les thématiques liées au genre et à la lutte contre la discrimination et les abus n'a pas pu être entièrement exécuté.
- La faiblesse de la coordination inter-unités et l'insuffisance de l'allocation de ressources n'ont pas permis d'assurer la plénitude de la prise en charge des interventions et actions planifiées.
- Assurer une meilleure allocation de ressources dédiées aux thématiques de genre, discrimination abus et autres formes d'exploitation et veiller à une meilleure interaction entre les différentes unités afin de favoriser une mise en œuvre effective du plan de formation du personnel.

Ressoursses mobilisées de 2019 à 2022

Tableau d'analyse mobilisation des ressources période 2019-2022

2019	2020	2021	2022	Total 2019-2022
<i>réalisations</i>	<i>réalisations</i>	<i>réalisations</i>	<i>réalisations</i>	<i>réalisations</i>
16 006 806	20 329 546	12 727 429	19 608 193	68 671 974





L'Accélération de la transformation en vue du développement durable :



Renforcement de la gouvernance, paix et sécurité



Accélération de la transformation en vue du développement durable



19.200 agriculteurs dont **6.201** femmes ont été renforcées à travers l'appui en intrants de qualité



Renforcer les moyens d'existence de **5.045** personnes dont **4.062** femmes grâce aux activités génératrices de revenus



Mise en valeur de **279 ha** de sites maraichers

Création de **90** emplois permanents au profit des femmes



Création d'emplois temporaires au profit de **9.000** jeunes et femmes

Création de **90** emplois permanents au profit des femmes

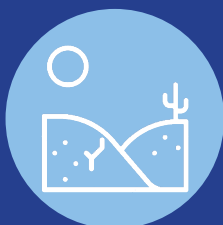




26.369 nouvelles personnes accèdent au service énergétique modern



1.350 ha de dunes ont été fixées, ce qui a favorisé la création de **5.052** emplois dont **2.525 (50%)** au profit des femmes



235 ha de terre de cuvette ont été aménagées et mises en valeur



594 ha de terres dégradées et de lutte contre les feux de brousse, **1.869** emplois temporaires ont été créés dont **581** au profit des femmes



Les capacités de **19.200** producteurs agricoles dont **6.201** femmes (**32,3%**) ont été renforcées



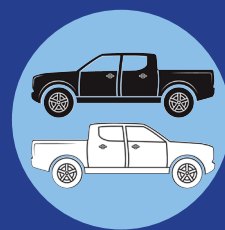
les moyens d'existence de **250** femmes cheffes de ménage ont été renforcés grâce aux activités diverses génératrices de revenus



Gouvernance, paix, sécurité et stabilisation



60 collectivités territoriales ont pu améliorer leurs capacités de recouvrement et le niveau de sécurité communautaire grâce à l'opérationnalisation des unités de la police municipale



Renforcement de la sécurité dans les régions de Tahoua, Tillabéri et Diffa (**84** véhicules et matériels de protection du personnel et de communication)



Installation de quatre (**4**) positions permanentes et mobiles) ont eu des effets significatifs sur l'amélioration de la sécurité des populations cibles



25.059 personnes ont été assistées sur le plan juridique et l'assistance judiciaire a été accordée à **1.801** individus dont **479** cas de VBG. Les conditions de détention de **3.363** personnes détenues (dont 100 femmes et **130** mineurs,) ont été améliorées





Mise à disposition de **60 VNU** communautaires a permis le classement de **38.498** dossiers administratifs et judiciaires (dont **33.273** numérisés) dans les juridictions et les cours d'appel de Niamey, Zinder et Maradi.



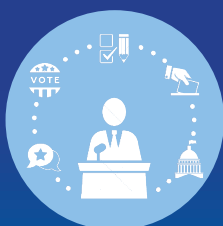
Enrôlement de la diaspora dans **5 pays** (Benin, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria, Togo), avec **101.898** électeurs enregistrés pour l'organisation de l'élection des députés de la diaspora.



Dotation de **300.000** femmes et jeunes de pièces d'état civil leur ayant permis d'être inscrits sur le fichier biométrique



755 femmes et filles survivantes des régions de Zinder, Maradi, Tahoua et Tillabéri ont bénéficié d'activités génératrices de revenus



3.300 femmes (survivantes de VBG ou non) ont bénéficié des investissements communautaires (**22** Plateformes multifonctionnelles ont été mises en place).



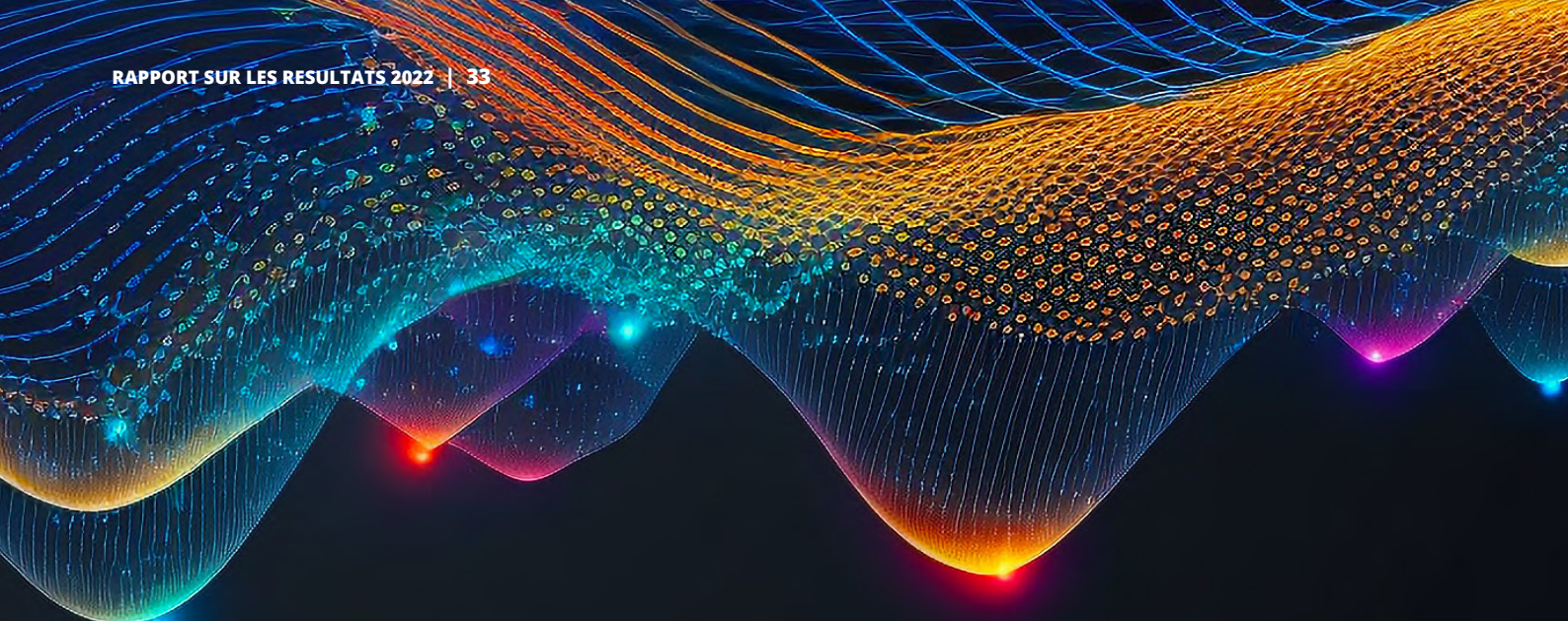
1.000 personnes handicapées dont **300** enfants à Infirmité Motrice Cérébrale, dans le cadre de la lutte contre les formes croisées de discrimination





PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS





République du Niger



Fraternité - Travail - Progrès



UNION EUROPEENNE



FONDS POUR LA
CONSOLIDATION DE
LA PAIX



JAPON



ALLEMAGNE



DANEMARK



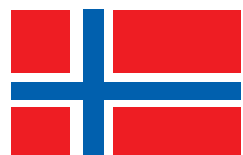
LUXEMBOURG



SUEDE



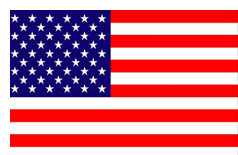
SUISSE



ROYAUME DE NORVÈGE



PAYS BAS



USA



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

Banque Africaine de Développement



IsDB
البنك الإسلامي للتنمية
Islamic Development Bank

FUNDING WINDOWS

ROYAUME UNI

BANQUE ISLAMIQUE
DE DEVELOPPEMENT





 www.facebook.com/pnudniger

 www.twitter.com/PnudNiger

 www.undp.org/niger

BP : 11 207 Niamey - Niger
Std/Bur : +227 20 73 21 04 / +227 20 73 21 09
Maison des Nations Unies 428,
Avenue du fleuve Niger - Niamey

